



L'ÉLÉMENTAIRE

Conseil de Paris, hier. Les élus de la majorité de gauche ont très largement applaudi le vote en faveur de la piétonnisation des voies sur berge, rive droite.

La piétonnisation des voies sur berge votée dans le chahut

Le projet a provoqué une levée de boucliers dans les rangs de l'opposition, Pierre Lellouche (LR) n'hésitant pas à comparer le Paris d'Anne Hidalgo (PS) au Bucarest du dictateur Ceausescu.

TRANSPORTS

PAR MARIE-ANNE GAIRAUD

Interruption de séance, les bancs de droite rappelés à l'ordre à plusieurs reprises par la maire PS de Paris, Anne Hidalgo, et... des « invités » surprise qui viennent troubler les débats. Si le projet de piétonnisation des voies sur berge, rive droite, promettait de donner lieu hier au conseil de Paris à des tensions entre l'équipe d'Anne Hidalgo et son opposition, il y a bien longtemps qu'un tel chahut n'avait pas régné dans l'hémicycle parisien.

En rappelant que la pollution de l'air provoquait « 2 500 décès chaque année » dans la capitale et 6 500 dans la métropole, la maire de Paris a souligné que la piétonnisation des berges, en réduisant la place dé-

diée à la voiture, était un enjeu de santé publique. Une appréciation contestée par son opposant, Nathalie Kosciusko-Morizet (LR) qui a critiqué « un projet mal préparé, aux effets sur la qualité de l'air bien incertains ».

Les centristes, eux, ont plusieurs fois dénoncé le manque de concertation sur le dossier, accusant Anne Hidalgo de « passer en force ». Le président du groupe UDI-MoDem, Eric Azière, y voit un projet exécuté trop rapidement, car il « prend en compte un calendrier politique », en l'occurrence l'élection présidentielle qui pourrait voir la droite reprendre le pouvoir et contrarier les plans de la maire de Paris.

Peu avant 11 h 30, plusieurs élus (du Val-de-Marne essentiellement mais aussi le représentant du groupe LR au conseil départemental de Seine-Saint-Denis) se sont incrustés

dans le débat depuis la tribune publique en invectivant la maire de Paris (voir aussi en page II). « Il faut respecter l'enquête publique ! », a lancé Sylvain Berrios, député-maire LR de Saint-Maur-des-Fossés (94), en référence à l'avis défavorable de cette enquête qu'Anne Hidalgo n'a pas pris en compte.

« LA MAISON BRÛLE ET NOUS REGARDONS AILLEURS »
CHRISTOPHE NAJDOVSKI, ADJOINT (EELV) CHARGÉ DES TRANSPORTS

« Nous ne sommes pas dans une salle de théâtre ou de spectacle [...] les débats doivent être respectés », rétorque la maire de Paris depuis sa tribune avant d'interrompre la séance quelques minutes. Mais c'est sans compter sur l'intervention de Pierre Lellouche, présent pour l'occasion, qui prend la défense de ses collègues

de banlieue. « Merci de ne pas leur donner des leçons de démocratie », riposte le député LR de la capitale, allant jusqu'à comparer le Paris d'Anne Hidalgo au Bucarest du dictateur Ceausescu.

Pour répondre à cette levée de boucliers, Christophe Najdovski, l'adjoint (EELV) chargé des transports, a fait valoir que les chiffres de la voirie sur les premières tendances en matière de circulation sont « encourageants ». Et l'élu de citer l'ancien président Jacques Chirac (et ex-maire RPR de Paris). « La maison brûle et nous regardons ailleurs. En annonçant qu'elle allait attaquer la délibération devant les tribunaux, la droite a décidé de regarder ailleurs », soupire l'écologiste avant que la délibération sur la piétonnisation des berges rive droite soit adoptée, par toute la majorité, et saluée par un tonnerre d'applaudissements... à gauche.

Les élus de banlieue s'invitent dans le débat

Majoritairement venue du Val-de-Marne et de la Seine-Saint-Denis, la droite a manifesté son désaccord face au projet de piétonnisation des voies sur berge.

PAR CHRISTINE HENRY

LE COUP avait été savamment préparé quelques jours plus tôt. Nathalie Kosciusko-Morizet avait battu le rappel dans les rangs de la droite en banlieue. Une vingtaine d'élus (LR), venus majoritairement du Val-de-Marne et de Seine-Saint-Denis, ont fait irruption, hier lors du conseil de Paris, dans les tribunes réservées au public ceints de leur écharpe tricolore. Ils reprochent à la maire de la capitale son « manque de concertation » sur le projet de piétonnisation des voies sur berge, une droite (*voir aussi en page une*).

« Cette décision brutale, sans la moindre considération des élus locaux de banlieue, va avoir des conséquences désastreuses pour notre département », s'emporte Jean-Michel Bluteau, président du groupe LR au conseil départemental de Seine-Saint-Denis. « Plus de 25 000 automobilistes sont impactés chaque jour par cette décision », précise-t-il.

« PARIS NE PEUT PAS IGNORER LES VILLES VOISINES »

SYLVAIN BERRIOS, DÉPUTÉ-MAIRE DE SAINT-MAUR-DES-FOSSÉS (94)

Même constat dans le Val-de-Marne. « Sur l'A4, le temps de parcours s'est allongé de 30 minutes aux heures de pointe et le RER A est



Conseil de Paris, hier. Une vingtaine d'élus LR ont investi les tribunes réservées au public comme Sylvain Berrios (Val-de-Marne, *debout*), Christian Cambon (Val-de-Marne, à gauche du pylône) et Jean-Michel Bluteau (Seine-Saint-Denis, à gauche).

saturé. Les habitants sont pris dans une souricière », critique Sylvain Berrios, le député-maire (LR) de Saint-Maur-des-Fossés. « Paris ne peut pas ignorer les villes voisines. La banlieue n'est pas la poubelle de

la capitale », martèle l'élus du 94 qui menace de bloquer les usines de Vitry et d'Ivry où sont incinérés les déchets de la capitale.

« J'ai cru reconnaître le sénateur Cambon. Les autres, je ne les con-

naissais pas », a glissé Anne Hidalgo (PS) en marge du conseil de Paris, comme pour minimiser cet esclandre, tandis que les élus de banlieue n'ont pas pu accéder aux caméras comme ils l'espéraient.

La lune de miel Hidalgo-Pécresse est terminée

« **DEPUIS** qu'elle a été élue, nous n'avons pas eu le début d'une réunion sur les engagements de la région au titre du Contrat de plan. Vous trouvez ça normal ? Ça ne va pas, ce n'est pas sérieux », a taclé Anne Hidalgo hier en marge du conseil de Paris. Si quelques-uns en doutaient encore, entre Valérie Pécresse, la présidente (LR) du conseil régional et la maire (PS) de Paris, rien ne va plus. Alors qu'elles s'étaient rendues au Japon pour encourager le tourisme asiatique en Ile-de-France après les attentats, ce n'est pas demain qu'elles reprendront un avion ensemble. « La lune de miel est terminée », résume-t-on dans l'entourage d'Anne Hidalgo. Son équipe a peu goûté le plan « anti-bouchons », dégainé par Valérie Pécresse, ainsi que la délibération votée par la majorité du conseil régional décrétant que les voies sur berge étaient un axe d'intérêt régional. « J'ai eu un rendez-vous avec Anne Hidalgo, j'étais venue avec tous les dossiers, elle n'avait rien préparé », a rétorqué Valérie Pécresse auprès des élus parisiens avec lesquels elle déjeunait. **M.-A.G.**

L'OLIVIER CORSAN